

Veillez compléter les sections suivantes en intégrant votre résumé (en tenant compte des limites en termes de mots) et envoyer le document à CFS46-Side-Event@fao.org avant le 4 novembre 2019. Votre résumé sera publié sur le site Internet de la 46e session du CSA pour mémoire.

Événement parallèle n° :
082
Titre de l'événement parallèle :
Revendiquer les droits et combattre les inégalités pour lutter contre la faim : Face au trop grand nombre de personnes laissées pour compte, comment utiliser les droits humains pour réduire les inégalités et venir à bout de la discrimination dans le but d'atteindre la sécurité alimentaire et la nutrition pour toutes et tous ?
Principaux intervenants/orateurs :
<ul style="list-style-type: none"> • Mme Stefania Tripodi, Sections Droits de l'homme et questions économiques et sociales du Bureau du Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme • M. Agung Hendriadi, Responsable de l'Agence de sécurité alimentaire du Gouvernement indonésien • M. Gabriel Ferrero, Directeur général pour les Politiques de coopération au développement durable du Gouvernement espagnol • M. Shantanu Mathur, Conseiller principal Engagement mondial et Partenariats au FIDA • Mme Elizabeth Mpofo, Coordinatrice internationale de La Via Campesina • Modération : Mme Sofia Monsalve, Secrétaire générale de FIAN International
Principaux thèmes/questions objet de la discussion (Max. 200 mots)
<ul style="list-style-type: none"> • Un trop grand nombre de personnes sont laissées pour compte. L'édition 2019 du rapport SOFI stipule clairement que la croissance des inégalités figure parmi les principaux facteurs à l'origine de l'augmentation spectaculaire du nombre de personnes souffrant de la faim et la malnutrition. • Nous constatons une concentration extrême de la richesse par une minorité, 1 % de la population concentrant autant de richesses que les 99 autres pour cent du reste du monde. Les inégalités entravent la concrétisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. • Comment utiliser les droits humains pour réduire les inégalités et venir à bout de la discrimination dans le but d'atteindre la sécurité alimentaire et la nutrition pour toutes et tous ? La vision du CSA pointe en direction de l'élimination de la faim et de la malnutrition et de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate. Toutes les recommandations et les directives politiques du CSA visent explicitement à contribuer à cette vision. • Pourquoi la réduction des inégalités est-elle essentielle à la progression du droit à une alimentation adéquate ?

- Quels sont les enseignements tirés des expériences aux niveaux local, national et mondial, notamment du point de vue des petits producteurs et petites productrices d'aliments, des femmes et des jeunes ?
- Comment aborder les droits des paysans et les inégalités dans le cadre de la Décennie des Nations Unies sur l'agriculture familiale ?

Résumé des principaux points (200 mots maximum)

- Les inégalités au sein et entre les pays limitent la croissance économique et encouragent l'instabilité (les conflits et les troubles sociaux), à travers la hausse des prix des aliments, le chômage et l'accès inégal aux services sociaux. Les inégalités renvoient aux schémas de discriminations. Le traitement des inégalités économiques est nécessaire mais pas suffisant pour résoudre la pauvreté, qui revêt un caractère multidimensionnel et empêche de nombreuses personnes de jouir de leurs droits humains.
- Les droits humains permettent d'examiner à la loupe les déséquilibres de pouvoir au sein des sociétés et pour comprendre la discrimination et les inégalités. Ils fournissent également d'importantes orientations normatives pour les aborder et les résoudre.
- L'Indonésie a développé un cadre juridique propice au droit à l'alimentation. Afin de promouvoir le droit à l'alimentation, une loi relative à l'alimentation axée sur la disponibilité des aliments, leur caractère abordable et l'utilisation qui en est faite a été adoptée en 2012. Il est fondamental de combattre la faim dans le cadre des droits humains. En Indonésie, cette approche a mené à une réduction significative du taux de pauvreté dans les zones rurales, entre 2015 à 2018.
- Les inégalités sont souvent même supérieures dans les zones rurales. Ces inégalités forcent les jeunes des campagnes à migrer et à se déraciner de leurs communautés, en direction des villes ou de pays étrangers.
- Les inégalités sont aussi intergénérationnelles : 30 % des nourrissons en Espagne se trouvent dans une situation de pauvreté et d'exclusion sociale, ou sont confrontés à un risque accru en la matière. En Espagne, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 a été adopté par l'intégralité du Conseil des ministres et sert de base, de manière cohérente, aux politiques intérieures et extérieures de l'Espagne, orientées par les principes de droits humains et la lutte contre les facteurs du changement climatique et des inégalités.

Principaux messages à retenir (200 mots maximum)

- Le respect, la protection et la concrétisation des droits humains sont essentiels pour atteindre la sécurité alimentaire et la nutrition. Les discriminations, les inégalités, les violations des droits des femmes, l'exclusion sociale et l'accaparement des ressources naturelles par les entreprises constituent des obstacles à la concrétisation du droit à l'alimentation.
- Le droit à l'alimentation est un droit inclusif, lié, entre autres, aux droits des femmes, aux droits à la terre et aux semences, au travail décent et aux salaires minimum vitaux. Si les gouvernements abordent les inégalités, y compris les aspects de genre, sociaux,

économiques et politiques à la base des inégalités, ils peuvent efficacement contribuer à la concrétisation du droit à l'alimentation.

- Les inégalités sociales, politiques et environnementales doivent être abordées de manière holistique et les politiques publiques doivent adopter une approche intégrale et cohérente, afin d'atteindre les objectifs fixés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030.
- Les petits producteurs et petites productrices d'aliments et les peuples autochtones doivent participer activement à l'élaboration de ces politiques et figurer au centre d'un programme de transformation rurale inclusif.
- Le nouveau rapport du GIEC sur le changement climatique et le foncier souligne l'urgence de changer radicalement nos systèmes alimentaires, en accordant une place centrale aux approches agroécologiques et à la lutte en faveur de la justice sociale et de la justice climatique.
- Le CSA disposera d'une importante opportunité, avec le prochain Programme de travail pluriannuel, de contribuer de manière significative au combat pour réduire les inégalités. Les outils normatifs fondamentaux tels que la Déclaration de l'ONU sur les droits des paysans devraient éclairer fortement ces travaux du CSA et les activités de la Décennie de l'ONU sur l'agriculture familiale. L'axe de travail sur la réduction des inégalités au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition devrait être une priorité pour le CSA lors de la période 2020-2023.